Courrier international TOUS LES BLOGS ENVOYER À UN AMI SIGNALER CE BLOG

La Science au XXI Siècle

Blog international du Collectif « Indépendance des Chercheurs » (France)

« Grèce et "vente des meubles" imposée aux Etats | Page d'accueil | Le CNRS applique la loi sur la "mobilité" des fonctionnaires à ses agents (V) »

04/06/2010

Bilderberg et l'Etat privé mondialisé

Le 4 juin, le quotidien belge *De Tijd* commente à son tour la rencontre de Bilderberg de Sitges. Il en est de même de l'agence espagnole *EFE*, qui confirme dans une dépêche la participation « pour la première fois » de Bill Gates qui se propose d'y évoquer des questions relatives à l'énergie et à la « nécessité d'une santé globale ». En clair, une « gouvernance mondiale » de la santé qui ne manquerait pas de constituer en même temps un pas décisif vers une « gouvernance mondiale » globale de la recherche scientifique et technologique. D'après le quotidien *20 minutos*, Gates abordera également à la réunion de Sitges la question du changement climatique et celle dite des « besoins des plus pauvres ». Le 4 juin également, une dépêche *Экономические новости* porte le titre *« Le club Bilderberg décide de l'avenir de l'euro »*, alors que *Newsland* écrit *« Le club Bilderberg décide de l'avenir de l'euro et de la Russie ». Euskal Irrati Televista - Radio Televisión Vasca* écrit à son tour : *« Le Club Bilderberg se réunit à Sitges, désireux de diriger le monde ».* La veille, Charlie Skelton rapportait une conversation entre deux organisateurs de cette réunion, regrettant que des citoyens puissent disposer de revenus suffisants pour organiser des manifestations et considérant cette situation comme une « menace permanente ». Mais dans cette optique, peut-on tolérer l'existence même d'une quelconque prospérité au sein de la population, ou encore la stabilité d'emploi, l'actuel droit du travail, la protection sociale, les services publics, l'indépendance des fonctionnaires, voire la notion même de « puissance publique »... ? Le « welfare state », explicitement évoqué dans cette discussion, se trouve directement en cause et, par là, l'ensemble des institutions publiques. Or, une telle approche à la société du XXI siècle de la part des détenteurs du pouvoir économique équivaut à préconiser la mise en place d'un Etat privé et mondialisé. Telle est, objectivement, la tendance des stratégies imposées depuis les années 1980 dans l'ensemble des pays occidentaux.

L'Etat est avant tout l'instrument par lequel les classes dominantes exercent et imposent leur pouvoir dans l'ensemble de la société. Lorsqu'il comporte des acquis sociaux et démocratiques, et des fonctionnaires indépendants des grands intérêts privés, il s'agit du résultat d'un rapport des forces découlant des mobilisations des classes populaires. Ce fut le cas tout au longdu XX siècle.

De nos jours, en France ou aux Etats-Unis, on appelle Etat un **Etat public**, régi par des règles publiques décidées par des représentants théoriques des citoyens et fonctionnant sous l'autorité et le contrôle de ces représentants.

Mais dans une monarchie constitutionnelle, l'Etat n'est pas entièrement public, la fonction de roi étant héréditaire. C'est ainsi, par exemple, qu'au Royaume-Uni ou en Espagne la justice est rendue au nom du roi, même si les tribunaux sont considérés comme des institutions publiques.

De même, sous les monarchies, les notions de nation ou de territoire ont souvent été relatives. C'est ainsi, par exemple, que Napoléon III tenta de devenir « Empereur des Français et des Arabes ». Un Etat à son service n'aurait été ni français, ni arabe : il aurait constitué, de fait, un **pouvoir supranational privé**.

Tels étaient d'ailleurs les pouvoirs qui ont déclenché les guerres entre Charles V et François I, et contre lesquels s'est dressée la révolution protestante du XVI siècle.

Vu sous cet angle, l'Etat féodal apparaît comme une structure contrôlée par des cercles restreints, au sein desquels le pouvoir se transmettait principalement par la voie de l'héritage. Il s'agissait donc, pour l'essentiel, d'un **Etat privé**.

Cet Etat privé a même failli devenir un Etat « mondialisé » avec la tentative du Pape, réprésentant d'une oligarchie italienne de l'époque, de s'ériger en *Rex Regum*. Voir, par exemple, sur le blog *Notre Siècle*, les articles :

Traité européen, pouvoir continental et huit-centenaire de la Croisade albigeoise

Massacre de Béziers : huit centième anniversaire (I)

Janvier 2013

D	L	M	M	J	V	S
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

Notes récentes

Hollande, Ayrault et la mondialisation (II)

Hollande, Ayrault et la mondialisation (I)

Terrains à bâtir : le Conseil Constitutionnel...

CNRS, un anniversaire : le bolomètre luminescent

Terrains à bâtir : le Conseil Constitutionnel...

Terrains à bâtir : une lettre au Conseil...

2012, livres : La pensée de Dieu, des frères...

Terrains à bâtir, Conseil Constitutionnel, UMP...

CNRS, recherche, enseignement supérieur et...

Depardieu, impôts et faillite d'une politique

Ventes de terrains à bâtir : la lourde...

CNRS, recherche, enseignement supérieur et...

Terrains constructibles et fausses plus-values...

Assises de la Recherche et liberté académique

Souffrance au travail : "pot de terre" et "pot...

Souffrance au travail : "pot de terre" et "pot...

Souffrance au travail : "pot de terre" et "pot...

Terrains constructibles et fausses plus-values (I)

Le Conseil d'Etat, François Hollande et...

Liens

Contact pour recevoir notre lettre d'information

Notre blog "Scientia"

Blog "Science, connaissance et conscience"

Blog "Notre Siècle"

Derniers weblogs mis à jour

AmericaPolyphony

Le Western culturel

La Science au XXI Siècle

Moscou Actu

AFRIKARABIA

Îles lointaines

Belles plumes

hors cadre

L'Afrique en films

themesettextes

RSS VALIDATED ATOM 1.0

LE CERCLE DES BLOGUEURS

Toutes les notes

1.Bonjour

TOUTES LES NOTES DE 2008
(cliquer sur le titre)

2009

TOUTES LES NOTES DE 2009
(cliquer sur le titre)

2010

TOUTES LES NOTES DE 2010
(cliquer sur le titre)

2011

546. La Science au XXI Siècle : archives 2010 (juillet - décembre)

547. Nouvel an, services publics et casse sociale

CNRS, recherche, enseignement supérieur et...

L'OCDE, la France et la corruption (I)

Séisme de l'Aquila et procès des scientifiques...

Protection des élus du personnel, "donneurs...

Isabelle Debergue et les droits des doctorants (I)

Harvard et les problèmes de l'esprit de groupe...

À propos

Commentaires récents

Passant sur Hollande, Ayrault et la mondialisation (II)

Alain sur Hollande, Ayrault et la mondialisation (I)

Corine sur Hollande, Ayrault et la mondialisation (I)

Mike Krugger sur Hollande, Ayrault et la mondialisation (I)

Bernard Demay sur Terrains à bâtir : le Conseil Constitutionnel...

jam sur Terrains constructibles et fausses plus-values (I)

Indépendance des Chercheurs sur Terrains à bâtir : une lettre au Conseil...

stéphane lanvin sur Terrains à bâtir : une lettre au Conseil...

Indépendance des Chercheurs sur Terrains à bâtir : une lettre au Conseil...

Arnoux Faucher sur Terrains à bâtir : une lettre au Conseil...

Catégories

Administration et administrés

Afrique

Amériques

Archives de nos articles

Asie

Astrophysique

Biologie

CA du CNRS du 1er juillet 2008

Chimie

Cosmologie

Culture

Délocalisations et dumping

Droits et libertés

Ecologie

Economie

Education

Etats-Unis

Ethique

Etrangers en France

Etudier à l'étranger

Une caractéristique essentielle de la société médiévale résidait dans la restriction de la notion de *civitas* et la privation de droits civiques infligée à la grande majorité de la population. Les tentatives de s'opposer au régime féodal furent violemment réprimées.

L'Etat public, tel que nous le connaissons, est en réalité une exception dans l'ensemble de l'Histoire. Il a été le résultat d'une longue lutte des classes populaires. Comme il a été obtenu, il peut être perdu.

Pire, dans les pays occidentaux l'actuel Etat public n'émane pas d'un véritable pouvoir des citoyens. Il n'est que le reflet d'un certain nombre de concessions obtenues par ces derniers de la part des véritables détenteurs du pouvoir. Faute de résistance citoyenne, le pouvoir économique et politique réel peut à tout moment mettre fin à ces concessions. Jusqu'à supprimer purement et simplement l'Etat public.

Les acquis sociaux de l'après-guerre dans les pays occidentaux, y compris la mise en place d'un secteur public de l'économié, **ont été une concession indispensable** aux intérêts des capitalistes de l'époque pour deux raisons :

- Avec l'émergence d'un puissant bloc socialiste, et dans la perspective des guerres coloniales qui s'annonçaient, il devenait indispensable de **« fidéliser » les populations** contre toute influence révolutionnaire.

- Le développement d'un secteur public avec les impôts et le travail des « petits citoyens » permettait de réaliser une **accumulation de capital** qui n'était pas à la portée des grands groupes privés.

Dans les années 1980, ces données ont radicalement changé :

- Le déclin de l'Union Soviétique et l'ouverture de la Chine en tant que partenaire économique des puissances occidentales ont profondément transformé les équilibres internationaux.

- En même temps, l'accumulation de capital était déjà très avancée et le secteur privé pouvait tirer des bénéfices sans précédent des privatisations. Les oligarchies occidentales semblent en avoir conclu que le moment été venu d'asseoir progressivement une nouvelle forme de domination mondiale.

Et c'est sans doute des années 1980 que date l'entreprise de « construction » et d'implantation progressives d'une nouvelle forme d'Etat, porteur d'un mode de domination adapté à la taille, au fonctionnement et aux besoins des grandes multinationales et des lobbies financiers : un Etat privé et mondialisé. Tel est le sens de la démolition des actuels Etats souverains, garants de droits et d'acquis sociaux pour la grande majorité des citoyens.

Les négociations en vue de la création de l'Organisation Mondiale du Commerce, la stratégie de privatisations, les premières directives européennes dites « d'ouverture à la concurrence »... datent des années 1980. Elles ont joué un rôle essentiel dans la mise en place d'une stratégie visant à dépouiller les Etats souverains de leurs prérogatives et de leur patrimoine.

En même temps, s'est mise en marche une politique de réduction progressive de droits civiques tels que l'accès à la justice dont le fonctionnement est devenu de plus en plus sommaire. Au point que la « Constitution européenne » rejetée par le référendum français de mai 2005 réduisait les droits des citoyens à la plateforme « minimale » du Conseil de l'Europe, qui sert de base au fonctionnement de la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

De même, la stratégie de délocalisations et d'exportation de capitaux comportait, et comporte toujours, un appauvraissement délibéré des Etats exportateurs de ces capitaux et une démolition programmée des perspectives d'emploi de leurs citoyens.

Simultanément, la privatisation des services publics opère un transfert de pouvoir effectif et de prérogatives de l'Etat public vers les grandes multinationales privées. Education, recherche, santé, postes, télécommunications, énergie, eau, police, infrastructures à vocation militaire... passent sous le contrôle d'un secteur privé dont le domaine d'action, d'influence et d'intérêts dépasse le cadre des actuels Etats.

Tardivement, l'Agence France Presse a diffusé le 4 mars une dépêche reprise par *Le Figaro* :

http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/06/04/97001-201006...

rendant brièvement compte de la réunion de Sitges, et où on peut lire :

Le groupe de Bilderberg est un rassemblement informel de personnalités politiques, économiques ou encore du monde des médias...

(fin de citation)

Mais que signifie le mot « informel » ? De toute façon, un Etat privé n'est pas lié par les règles formelles de fonctionnement d'un Etat public. Il n'est pas régi, non plus, par des contrats formels susceptibles d'être arbitrés par les tribunaux de l'Etat public.

Par définition, le gouvernement d'un Etat privé est l'émanation d'un milieu restreint qui fonctionne comme il l'entend et, le cas échéant, par des règles internes dont il n'entend pas rendre compte à la population.

548. Un collectif contre le G8 des universités (I)

549. CNRS : décroissance des crédits réels en 2011

550. Fadela Amara, IGAS, conflits d'intérêts

551. Décret de licenciement massif des fonctionnaires de l'Etat (II)

552. CNRS et "externalisation" des services

553. CNRS, concours DR1 et transparence

554. Jean-Hugues Matelly n'est plus radié des cadres

555. Conflits d'intérêts et institutions françaises (I)

556. Le FMI et la Tunisie

557. Où mène la tant vantée "autonomie" des universités ? (III)

558. CNRS, fonction publique, Union Européenne... (I)

559. CNRS et concours DR1 : notre recours

560. CNRS : message aux personnels des unités (janvier 2011)

561. CNRS et danger d'embrigadement des scientifiques

562. CNRS, concours DR1 et comportement des élus

563. Conflits d'intérêts et institutions françaises (II)

564. Alliot-Marie et la Tunisie

565. Le FMI et l'Egypte

566. Université "modernisée" : l'impasse (I)

567. Adlène Hicheur, toujours en détention sans jugement (I)

568. CNRS, délocalisation de la recherche et débâcle européenne (V)

569. CNRS, Egypte et obligation de réserve des chercheurs

570. Denis Robert et l'intérêt général (I)

571. Conflits d'intérêts et institutions françaises (III)

572. Conflits d'intérêts et institutions françaises (IV)

573. Conflits d'intérêts et justice française (I)

574. La Cour Européenne des Droits de l'Homme et le Protocole 14 de la Convention (II)

575. Jules Ferry, colonialisme : lettre à Nicolas Sarkozy et Bernard Accoyer

576. Adlène Hicheur, toujours en détention sans jugement (II)

577. Fonctionnaires et "période de réserve électorale" (I)

578. DCRI, CRISTINA, présomption d'innocence...

Europe
Evaluation
Fiscalité
Fonction publique
Histoire
Indépendance du service public
Informatique
Institutions
Interdisciplinarité
Internet
Justice
La France vue d'ailleurs
Libéralisme
Médecine
Mondialisation
Moyen-Orient
Nucléaire
Physique
Politique
Politique scientifique
Précarité
Presse et médias
Recherche
Santé
Sciences
Services publics
Société
Société du XXI siècle
Sport
Statut des chercheurs
Syndicalisme
Travail
Travailler à l'étranger
Université
Voyages
« Réforme » de la recherche

Archives

2013-01
2012-12
2012-11
2012-10
2012-09
2012-08
2012-07
2012-06
2012-05
2012-04
Toutes les archives

Nos articles ailleurs

Rapport Silicani sur la fonction publique et garanties d'indépendance de l'Etat

Société Générale, fonction publique, privatisations, LOLF

Derrière les attaques des représentants du capitalisme contre le « nationalisme » et le « souverainisme », c'est en réalité la notion de souveraineté du peuple qui est visée.

Dans notre article :

La Commission Trilatérale et les services publics français (I)

nous avions évoqué cette phrase de David Rockefeller citée par plusieurs sources et qui ne semble avoir fait l'objet d'aucun démenti :

The supranational sovereignty of an intellectual elite and world bankers is surely preferable to the national autodetermination practiced in past centuries.

(fin de citation)

Est-ce vraiment très original ? Dans sa lettre à Damilaville, voir notre article :

La lettre de Voltaire à Damilaville du 1er avril 1766

Voltaire, ami des banquiers suisses et des despotes éclairés de son temps, écrit en 1766, à une époque où la grande majorité de la population était rurale :

(...)

Je crois que nous ne nous entendons pas sur l'article du peuple, que vous croyez digne d'être instruit. J'entends, par peuple, la populace qui n'a que ses bras pour vivre. Je doute que cet ordre de citoyens ait jamais le temps ni la capacité de s'instruire; ils mourraient de faim avant de devenir philosophes. Il me paraît essentiel qu'il y ait des gueux ignorants. Si vous faisiez valoir, comme moi, une terre, et si vous aviez des charrues, vous seriez bien de mon avis. Ce n'est pas le manoeuvre qu'il faut instruire, c'est le bon bourgeois, c'est l'habitant des villes : cette entreprise est assez forte et assez grande.

(...) Quand la populace se mêle de raisonner, tout est perdu.

Je suis de l'avis de ceux qui veulent faire de bons laboureurs des enfants trouvés, au lieu d'en faire des théologiens. (...)

(fin de citation)

Voltaire reste à ce jour un grand maître à penser de « nos élites ». Et si les « classes moyennes » sont devenues une cible privilégiée, c'est notamment parce qu'elles disposent de « trop » de ressources pour s'instruire et pour réagir à l'évolution actuelle. *Dixit* la conversation citée hier par Charlie Skelton.

Dans ses mémoires (*David Rockefeller Memoirs*, Random House Trade Paperback Edition, 2003, pp. 410-412), David Rockefeller se plaint des griefs adressés au cercle de Bilderberg.

David Rockefeller considère que ces réunions, qui d'après lui ne se terminent jamais par des conclusions, ont joué un rôle positif dans la confrontation de points de vue divergents entre les participants européens et ceux des Etats-Unis :

If these fissures had not been addressed, the consequences for the Atlantic Alliance might have been disastrous. While it is not Bilderberg's role to resolve disputes among sovereign states, individual participants are free to report on what they have heard to those who do wield official power in their respective countries.

(fin de citation)

On reste pour le moins perplexe de lire qu'un club privé serait l'endroit approprié et indispensable pour discuter de divergences entre responsables des pays Européens et des Etats-Unis.

A quoi servent donc les échanges officiels entre les gouvernements, entre les représentants des institutions, entre les instances et groupes parlementaires... ?

Il paraît évident que la différence essentielle entre le groupe de Bilderberg et les rapports officiels entre Etats souverains réside dans la participation directe et « en force » des représentants des multinationales et de la grande finance dans les débats.

Or, la politique de privatisation des patrimoines publics, qui se poursuit depuis les années 1980 et s'accélère encore, ne peut que renforcer au fur et à mesure le poids des grands groupes privés dans de tels échanges et affaiblir celui des responsables publics.

Est-ce autre chose, dans la pratique, que la mise en place progressive d'une « gouvernance » privée officieuse d'une vaste zone de la planète ?

Voir aussi nos articles :

Grèce et "vente des meubles" imposée aux Etats

Grèce : la faillite planifiée des Etats souverains

Monti, Grèce, Barroso, "réfractaires", "nationalistes"... (I)

Monti, Grèce, Barroso, "réfractaires", "nationalistes"... (II)

Bilderberg 2010 et barrages médiatiques

Trilatérale, Bilderberg... pourquoi il faut en parler

Bilderberg 2010, à Sitges du 3 au 6 juin

Bilderberg, la Trilatérale... et le monde (I)

579. La Cour Européenne des Droits de l'Homme et le Protocole 14 de la Convention (III)

580. Jules Ferry, colonialisme : brève réponse de l'Elysée

581. Jules Ferry, colonialisme : la réponse de Bernard Accoyer

582. CNRS, frères Bogdanoff, médias... (I)

583. CNRS et RGPP (I)

584. Faut-il "excommunier" Stephen Hawking ? (I)

585. CEDH et crucifix dans les écoles publiques (I)

586. CNRS, frères Bogdanoff, médias... (II)

587. Luis Gonzalez-Mestres et Wikipédia français (I)

588. Luis Gonzalez-Mestres et Wikipédia français (II)

589. CNRS et RGPP (II)

590. CNRS et RGPP (III)

591. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (I)

592. Les héros de Fukushima

593. Wikipédia français et conflits d'intérêts (I)

594. Wikipédia français et conflits d'intérêts (II)

595. CNRS, frères Bogdanoff, médias... (III)

596. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (II)

597. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (I)

598. Japon, nucléaire, citoyens... (I)

599. Gagarine, science et trahison d'une société

600. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (II)

601. Wikipédia français et chasse aux "faux-nez"

602. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (III)

603. Japon, nucléaire, citoyens... (II)

604. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (IV)

605. e-G8 et problèmes réels de l'internet

606. Adlène Hicheur, toujours en détention sans jugement (III)

607. Crise de l'évaluation : Guantánamo (I)

608. Crise de l'évaluation : nucléaire (I)

609. Fin du statut de la fonction publique (I)

610. Crise de l'évaluation : médicaments (I)

611. Wikipédia anglophone et "affaire Bogdanoff"

612. Nucléaire, ASN : consultation déchets (I)

613. Universités : G8,

et "résultats"

Société Générale : pas de problème pour les hauts responsables

Restructuration du CNRS et privatisation de la recherche

Démantèlement du CNRS et anéantissement des acquis de la Libération

Crise financière et débâcle du « modèle » que l'on voudrait imposer à la recherche française

« Nous n'avons pas besoin aujourd'hui de davantage de chercheurs », dixit Valérie Pécresse

Education, recherche, CNRS : la France de Sarkozy, dernier rempart du reaganisme ?

CNRS, INSERM et ultra-reaganisme made in France

CNRS, INSERM, universités, éducation... NON A LA PRIVATISATION DE LA CONNAISSANCE !

Education et recherche : Non au kidnapping de la connaissance !

Union Européenne, recherche, éducation et manoeuvres dilatoires de Valérie Pécresse

Union Européenne : la « politique unique » n'a pas de légitimité

Défendre la recherche et l'éducation publiques

Bilderberg, la Trilatérale... et le monde (II)

Bilderberg, la Trilatérale... et le monde (III)

Bilderberg, la Trilatérale... et le monde (IV)

Bilderberg, la Trilatérale... et le monde (V)

Bilderberg, la Trilatérale... et le monde (VI)

M. Monti, président européen de la Trilatérale

Trilatérale 2010, à Dublin début mai

Bilderberg 2010, en Catalogne début juin

Disparition accélérée des fonctionnaires et mort programmée de l'Etat français

La Commission Trilatérale et les services publics français (I)

La Commission Trilatérale et les services publics français (II)

Services publics et adversaires innommables (I)

Services publics et adversaires innommables (II)

Groupe de Bilderberg et silence des médias français

Bilderberg, Trilatérale et transversalité de « gauche »

Bilderberg 2009 : une rencontre des "élites" ?

CNRS, Bilderberg, Trilatérale... et faillite de l'idéologie « gestionnaire » (I)

Sarkozy, G8, Bilderberg, "sortie de crise" rapide et casse sociale

La loi sur les fonctionnaires, définitivement adoptée (II)

Jules Ferry, CNRS, universités et colonialisme (I)

Jules Ferry, CNRS, universités et colonialisme (II)

Jules Ferry, CNRS, universités et colonialisme (III)

Jules Ferry, CNRS, universités et colonialisme (IV)

Jules Ferry, CNRS, universités et colonialisme (V)

Délocalisations, recherche scientifique et propagande politique

Recherche scientifique et technologique : où est la « guerre économique » ?

La Chine et la débâcle de la "division internationale du travail"

CNRS, délocalisation de la recherche et débâcle européenne (I)

CNRS, délocalisation de la recherche et débâcle européenne (II)

CNRS, délocalisation de la recherche et débâcle européenne (III)

CNRS, délocalisation de la recherche et débâcle européenne (IV)

Elections régionales, Europe et services publics

Elections régionales, crise, abstention record et système politique

Elections régionales, "gauche solidaire" et avenir

Indépendance des Chercheurs

indep_chercheurs@yahoo.fr

http://science21.blogs.courrierinternational.com

http://www.mediapart.fr/club/blog/Scientia

Groupes de discussion :

http://groups.yahoo.com/group/problemes_des_scientifiques

http://groups.yahoo.com/group/combatconnaissance

18:36 Publié dans Asie, Délocalisations et dumping, Droits et libertés, Economie, Etats-Unis, Europe, Institutions, Recherche, Santé, Services publics | Lien permanent | Commentaires (0) | Envoyer cette note | Tags : bilderberg, bilderberg2010, bill gates, etat privé mondialisé, france, etats-unis, europe, union européenne, société, politique, délocalisations

Écrire un commentaire

Votre nom :

Votre email :

Votre URL :

Votre commentaire :

contre-G8, marchandisation...

614. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (V)

615. CNRS et RGPP (IV)

616. Mediator, institutions et indemnisation (I)

617. Lorca, séisme et nucléaire espagnol (I)

618. Nucléaire, ASN : consultation rapports de sûreté (I)

619. Wikipédia et police de l'internet (I)

620. Dominique Strauss-Kahn et Adlène Hicheur (I)

621. Wikipédia et censure de l'internet (I)

622. Wikipédia et censure de l'internet (II)

623. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (III)

624. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (IV)

625. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (V)

626. Japon, nucléaire, citoyens... (III)

627. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (VI)

628. Gonzalez-Mestres, Glashow, Smolin, relativité... (I)

629. Bilderberg, Zermatt, Wikipédia...

630. AERES, ANR et revues avec "comité de lecture" (IV)

631. Wikipédia et police de l'internet (II)

632. INRA, CNRS et RGPP

633. Zermatt, le Siècle, Bilderberg et citoyens

634. Wikipédia et neutralité (I)

635. Wikimedia, chômage, RGPP et casse du service public

636. Crise de l'évaluation : médicaments (II)

637. RGPP, INRA, CNRS et fonction publique (I)

638. Nucléaire, risques et accidents du travail (I)

639. La Science au XXI Siècle : archives 2011 (janvier - juin)

640. Hubble - Lemaître : plagiat et omertà ? (I)

641. Jean-Paul Huchon et l'inéligibilité (I)

642. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (VII)

643. Wikimedia, RGPP, braderie de la culture

644. Superbradyon

645. Wikipédia et "suivi" d'adresses IP (I)

646. Adlène Hicheur, toujours en détention sans